



Défense

Géopolitique et Sécurité

N° 218 | Magazine trimestriel

DOSSIER UNION EUROPÉENNE

... à l'Est, du nouveau !



CHRONIQUE

Bellissima ! car ainsi est l'industrie de défense italienne

UNION EUROPÉENNE

Les « pays de l'Est » : de qui parle-t-on ?

**SERVICE NATIONAL
UNIVERSEL**

Les forces morales de la nation



Sommaire

Défense
Géopolitique
& Sécurité

N° 218



**Revue trimestrielle
de l'UNION-IHEDN**
1, place Joffre - Case 41
75700 Paris SP 07

Directeur de la publication :

Jérôme de Labriffe

Rédacteur en chef :

Général (2S) François Chauvancy

Comité de rédaction :

Sophie Jacquin, Nathalie de Kaniv,
Colomban Lebas, Pascal Maryniak,
Patrick Michon, Philippe Wodka-Gallien,
Patrick Lemoine.

Régie publicitaire :

J2C COMMUNICATION
+ 33 (0)1 49 85 62 22
88 avenue du Général Leclerc
92100 Boulogne-Billancourt - France

Design, maquette & fabrication :

J2C COMMUNICATION

Les articles signés et opinions émises dans
la revue Défense n'engagent que leurs auteurs.

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2014
Commission paritaire : 0328 G 83142Défense
Imprimeur : Digit' offset
Z.A. Bouxières Lesménils - Impasse du Tremble
54700 Bouxières-Sous-Froidmont

Éditorial du président	1
La lettre du directeur de l'Institut des Hautes Études de la défense nationale	5
L'éditorial du rédacteur en chef	7

Dossier Union européenne

Le basculement du centre de gravité de l'Europe vers l'Est	8
La place de la Pologne dans l'Union européenne et son rôle dans une nouvelle architecture de défense	12
Les « pays de l'Est » : de qui parle-t-on ?	16
L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) à l'épreuve de l'Ukraine	20
Réussir à se réformer, une clé d'entrée pour l'Ukraine dans l'Union européenne	23

Chronique de l'armement

Bellissima ! car ainsi est l'industrie de défense italienne	26
-------------------------------------------------------------------	----

Colloque en stock

Les forces morales de la nation	30
---------------------------------------	----

Tribune libre

Planification stratégique : une nécessité pressante	33
-----------------------------------------------------------	----

Chronique de la dissuasion

Chronique de la dissuasion	34
----------------------------------	----

Vie de l'association

Vie de l'UA IHEDN	38
-------------------------	----

Vie des armées

Le budget de la Marine 2024	44
-----------------------------------	----

Vie des entreprises

.....	48
-------	----

Culture

.....	52
-------	----

Le choix tendance

.....	60
-------	----

Les « pays de l'Est » : de qui parle-t-on ?

Par François Charles

Conseil en stratégie, intelligence, relations européennes et internationales, ancien responsable affaires industrielles européennes à la DGA, président de l'Institut de Recherche et de Communication sur l'Europe.

Au moment de la nouvelle phase de la guerre en Ukraine, des discussions sur l'intégration de possibles nouveaux pays dans l'Union européenne (UE), des nouveaux décalages de discours entre la France et ses partenaires, de la relance de la dynamique de Weimar pourquoi pas au profit de l'Ukraine, il est intéressant de se pencher sur l'identité des anciens « pays de l'Est » avec leurs réalités historiques et actuelles, bilatérales et multilatérales, notamment sur la défense, la sécurité et les relations internationales. S'il convient de tourner la page, celle-ci qui doit aussi être faite aussi par les pays considérés.

Parler des pays de l'Est semble être une notion française, voire d'autres nations « occidentales » afin de désigner de façon restrictive la majorité des Pays d'Europe Centrale (PEC) et Orientale (PECO). Il s'agit d'un groupe de onze pays désormais membres de l'UE, dont sous ancienne domination soviétique, désormais intégrés dans l'Union européenne, à savoir la Bulgarie, la Croatie, la Slovénie l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, la Pologne, la Tchéquie et la Slovaquie, plus six autres dont l'Albanie et cinq issus de l'ex-Yougoslavie soit la Bosnie Herzégovine, la Macédoine, le Monténégro, la Serbie, le Kosovo. Certains rajouteront quatre pays à l'Est de l'UE incluant la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine et la Moldavie. Notons que la Géorgie n'y serait pas incluse bien que celle-ci soit considérée comme faisant partie

culturellement, historiquement et politiquement de l'Europe avec une candidature à l'UE acceptée en 2023. En matière géographique le centre de gravité de l'UE est désormais en Bavière depuis 2020 après s'être trouvé en Suisse, en France, puis en Belgique. Les pays du centre peuvent donc toujours être considérés comme pays de l'Est... de l'UE, laissant aux quatre pays cités être ceux de « l'Est de l'Europe selon une autre idée française de « l'Europe de l'Atlantique à l'Oural ». Il sera alors intéressant d'analyser l'Ukraine, tout ou partie impétrante, sur son actuel et futur positionnement.

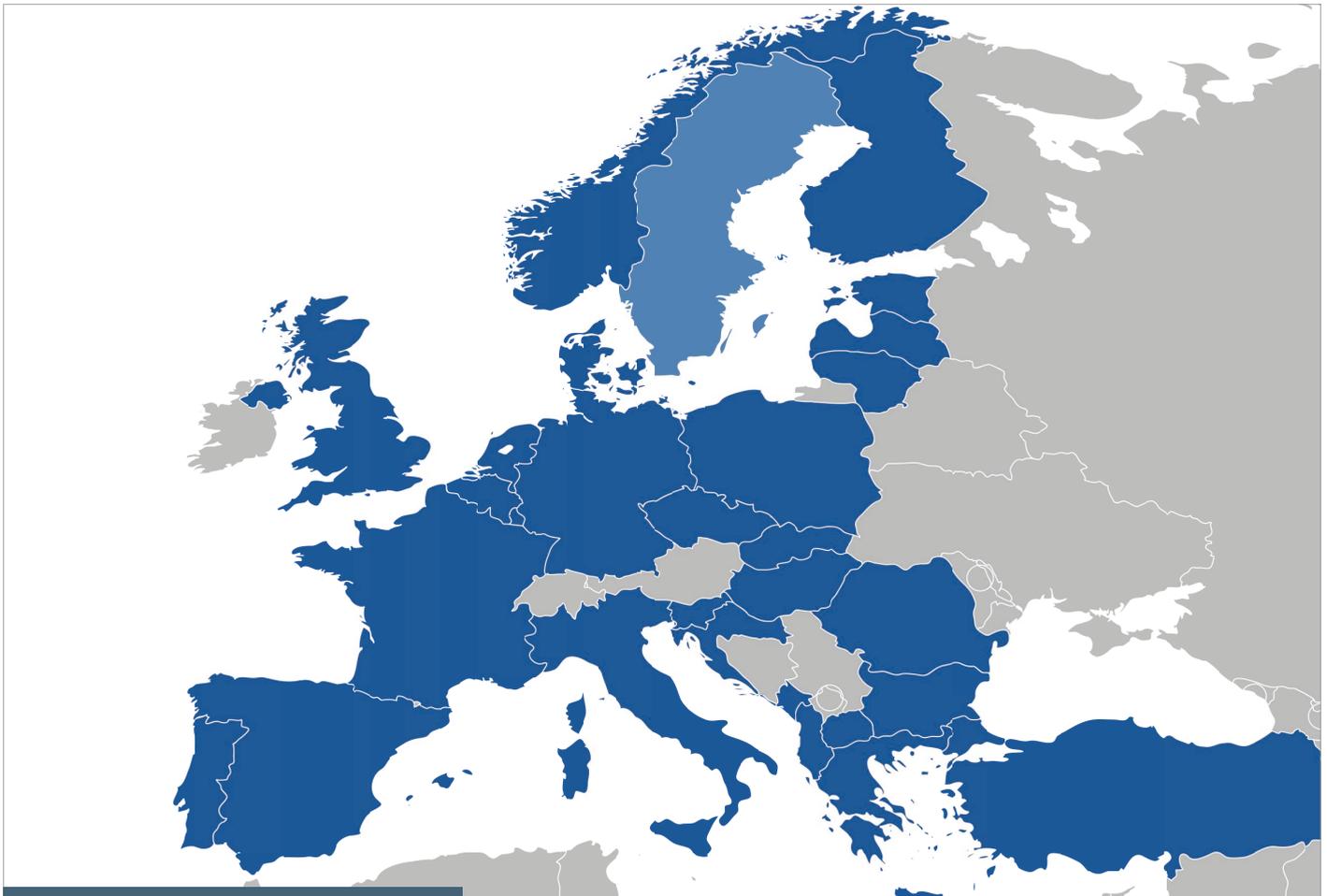
Revenir à l'Histoire

Historiquement, plus qu'une entité physique, cette Europe centrale apparaît déjà en 1903 sous la forme d'un concept culturel, politique, géographique et économique à l'époque de l'ancienne notion de Mitteleuropa. Familière aux Allemands, cette zone s'étendait de la Belgique à la Prusse orientale, du Schleswig-Holstein à la Bulgarie et la Serbie, en incluant la Suisse, regroupant les empires centraux allemands et austro-hongrois allant jusqu'à l'Est de l'occident, de rite romain en rempart aux influences russe et turque, anciennement influentes pendant longtemps dans la région pour diverses raisons. Avec leur proposition de monarchie fédérale lors du congrès panslave de 1848, les Tchécoslovaques ont été les premiers à vouloir exister au sein de l'empire.

L'Europe de l'Est et l'Europe centrale peuvent également se distinguer par leur religion, plutôt chrétienne, catholique et protestante au centre et orthodoxe à l'Est. Ces pays semblent toujours attachés au droit romain, en lutte avec le droit anglo-saxon mais aussi à des valeurs judéo-chrétiennes qui contribuent à la démocratie comme avait pu le dire R. Schuman. Considérons qu'il ne s'agit pas d'opposer mais de mieux pouvoir comprendre les autres courants de pensées qui s'y développent.

Avant le 20^e siècle, les livres ne parlent jamais de cette distinction de « pays de l'Est ». Ces « petits pays » par leur taille et leur économie, en dehors d'un ou deux leaders, n'existaient pas forcément ou étaient de dimension plus importante ou reliés ensuite à des empires pour renaître ensuite ou presque disparaître. Par les guerres mondiales certains ont gagné leur création, comme la Tchécoslovaquie quand d'autres, comme la Hongrie, ont plutôt tout perdu comme le disait officiellement un de ses représentants.

Rappelons-nous que l'empire austro-hongrois cité plus haut a installé le premier parlement européen avant la première guerre mondiale, certes avec des représentants qui ne se comprenaient pas forcément, ce que Napoléon 1^{er} aurait pu également réaliser à travers l'Europe. Roumanie et Bulgarie, encore en dehors de Schengen, semblent être un binôme à part, notamment soutenues par les



Les Etats-membres de l'OTAN en 2024, Suède incluse.

autres pays d'Europe centrale mais moins par certains occidentaux, où les Etats-Unis semblent s'imposer par les fonds attribués et leurs actions plus ou moins efficaces sur la criminalité liée au blanchiment, alimentant de fait les tensions russes.

Les Etats centraux ont su se rapprocher autrefois pour combattre les Ottomans. Nombreux ont été ceux qui ont reproché à la France de ne pas être intervenue lors des révoltes du coup de Prague de 1948 et de la révolution hongroise de 1956, oubliant que les Etats-Unis s'en sont également abstenus. Par contre, ils ont généralement soutenu Napoléon qui les avait protégés des envahisseurs russes.

Les pays considérés « rentrés dans l'Union européenne » rejettent volontiers cette approche de « pays de l'Est » non uniquement pour

des questions géographiques mais surtout psychologiques et politique, considérant être « du centre », en dehors désormais du « bloc de l'Est » occupé par les soviétiques. Ils se retrouvent désormais intégrés à un autre groupe tout en revendiquant un droit à exister, rejetant même une certaine langue slave entretenue en Russie, Biélorussie et même l'Ukraine où tout le monde parlait russe avant 2022, qui, bien que soutenue militairement par ses voisins désormais « occidentaux », ne l'est pas forcément pour son intégration dans l'UE.

L'expression « Pays de l'Est, une dénomination rejetée »

Un effort remarquable de tous ces pays d'Europe centrale fut leur changement rapide, y compris

psychologique, souvent peu vu ou ressenti par les pays occidentaux, passant d'un système de membre du bloc de l'Est notamment du Pacte de Varsovie et du Comecon/CAEM, à celui des adhésions à l'OTAN, à l'UE, au Conseil de l'Europe, à l'OSCE, à l'OCDE, etc. apparemment plus rapidement que l'Alsace-Moselle avec la France. Nous côtoyons facilement des officiers qui servaient auparavant les intérêts soviétiques. Pour le clin d'œil, en matière de renseignement, avant 1991, la République tchèque était spécialisée sur la France, considérant sans doute ses liens de création en 1918.

Tous ne sont pas devenus anti russes ou anti slaves en intégrant l'UE, certains misant sur un certain équilibre notamment économique depuis 2014 et surtout 2022 comme d'ailleurs avec d'autres acteurs. Après

une présidence réussie, la République tchèque désormais séparée de la Slovaquie se veut bon élève de l'UE mais entretient des liens particuliers avec la Chine. Notons que la cassure tchécoslovaque de 1993 en deux Etats distincts a pu aussi donner quelques idées à la Catalogne espagnole, déjà intégrée à l'UE.

La Hongrie a été, quant à elle, la première à ouvrir ses frontières en 1991, déclenchant ensuite la chute du mur de Berlin. Elle se montre désormais « contre-leader » dans l'UE, souvent intéressante à écouter, se tournant à nouveau économiquement vers Moscou, rejointe progressivement par la Slovaquie tout en soutenant l'aide à l'Ukraine. Elle cherche aussi à arrêter les récents blâmes suédois qui doivent aussi parfois balayer devant leur porte dans certains domaines, comme les Allemands. Sans doute l'Histoire est aussi passée par là. Notons par ailleurs qu'à travers les migrations, les Hongrois sont un peuple particulier avec une langue qui ne ressemble pas aux autres, comme peut-être autrefois les Burgondes venus également du Nord Est, puis installés quant à eux par les Romains dans la Bourgogne actuelle et intégrés linguistiquement dans les langues romaines, voire peut-être les Basques.

Depuis leur intégration dans l'UE depuis 2003, passant d'ailleurs outre la gestion de leur myriade de minorités, les anciens PECO, qu'ils soient pays de l'Est ou du Centre, y ont également toujours affirmé une certaine identité, plus ou moins « unis dans la diversité », reprenant la devise de l'UE. Ils le faisaient déjà en tant que candidats à l'intégration depuis 1991, avec des négociations parfois difficiles, sans vouloir perdre leur âme sous prétexte d'un soi-disant sauvetage, n'acceptant pas de changer de menottes en passant d'un régime à un autre dans l'urgence par compromis, les aides financières ne compensant pas tout. Même en restant stricte sur l'anti-corruption et l'état de droit, la politique générale

de l'UE pouvait également évoluer plutôt que fonctionner uniquement sur l'effet à cliquet et opérer comme lors d'une fusion acquisition où la cible est purement absorbée. Le Brexit, qui aurait pu être mieux analysé pour en faire le deuil, est également passé par là.

Même au sein de l'UE, les économies du Centre sont encore disparates et il faut voire fallait parfois investir 10 euros dans un pays quand 3 suffisent dans d'autres. Pour autant, les cultures industrielles leur ont

vite permis de rebâtir en général une croissance à partir d'une page blanche en utilisant les meilleures technologies et les fonds de l'UE qui ont permis un effet de levier étatique et privé. Il pourrait être normal d'attendre un certain retour pour les entreprises des principaux pays donateurs « de l'Ouest ». Même si l'objectif reste un lissage des économies et des revenus, il est toujours par ailleurs intéressant de pouvoir délocaliser en Europe pour des coûts de main d'œuvre réduits,



Carte de l'Europe centrale, Ministère des affaires étrangères.

toute qualité égale par ailleurs, comme l'offre encore aujourd'hui à l'Ouest le Portugal pour sa main d'œuvre industrielle. Aujourd'hui les taux d'inflation des pays du centre, dans ou en dehors de la zone euro, ont beaucoup baissé pour rejoindre la moyenne européenne, voire en être inférieure après des pics dangereux en 2023.

Tout le monde ne souhaitait pas forcément le raccordement de l'Allemagne de l'Est, à commencer par les Français qui redoutaient le retour de la puissance économique allemande. Pour mémoire, la réunification a été négociée sous condition du passage à l'euro pour éviter les nouvelles disparités monétaires franco-allemandes, soutenue par les Britanniques qui ont eu dérogation de l'adopter, mais qui se permettaient de faire du prosélytisme vers certains pays centraux comme la Pologne pour ne pas y passer. Notons que Slovaquie et Croatie ont rejoint la Slovaquie dans l'euro. V. Poutine n'a toujours pas fait le deuil de cette réunification, comme quand une maison familiale est découpée juridiquement mais qu'un membre ne l'accepte pas. C'est surtout le cas pour l'Ukraine, également multi-ethnique, baladée entre Pologne, Lituanie, Roumanie, Autriche, Allemagne, Tatars, Russes, avant et après 1922, profitant de la croissance revenue dès 2016, pour affirmer un certain « slavisme » voire un « panslavisme » catalogué incompatible en Europe, la Crimée étant bel et bien annexée comme l'Alsace Moselle en 1940.

Le groupe de Visegrad, né en 1335 dans l'optique d'une alliance contre les Habsbourg, rebaptisé V4 en 1991, sans doute pour faire oublier cette origine dérangeante pour certains hongrois, puis désormais V4+ avec certains invités, réunit la Pologne, la Tchéquie, la Slovaquie et la Hongrie, dans une sorte de gouvernance de type Bénélux avec présidence tournante. L'harmonie n'y règne pas toujours notamment sur la politique d'immigration, la majorité y voyant

une menace de souveraineté mais également la politique extérieure. Il n'est pas forcément automatique non plus de toucher tous les membres en ouvrant la porte. Les industriels occidentaux de l'armement l'ont appris en voulant vendre leurs matériels ou réaliser une maintenance groupée des matériels d'origine russe pour tous.

La Pologne, la Tchéquie, la Slovaquie et la Hongrie, le groupe de Visegrad toujours présent

Les quatre pays se libèrent progressivement des anciens matériels soviétiques, profitant notamment de la guerre en Ukraine et font leur marché sur étagère partout dans le monde tout en participant à quelques programmes de R&D au sein de l'UE qui, normalement, imposent ensuite des achats. Tous restent néanmoins de toute façon en équilibre et en lien avec les Etats-Unis et l'OTAN pour les aspects matériels, dissuasifs et opérationnels mais également politiques et économiques dans son article 2. Les achats records de la Pologne aux Etats-Unis nous laissent songeurs et interrogatifs alors que la compétence est présente en Europe. A noter que les derniers ont été annoncés juste après avoir reçu les fonds structurels européens pour bonne conduite. Bien entendu, la Pologne avait acheté des avions à la France en 1939 mais finalement, à ce moment-là, qui d'autre aurait pu lui en livrer d'aussi performants ?

L'Allemagne semble se rapprocher de la République tchèque, voisin bienveillant dans son ancienne zone d'influence, peut-être pour équilibrer les attitudes polonaises, comme quand d'autres pays « de l'Ouest » vont chercher l'Italie, notamment dans les projets industriels.

Les Etats baltes, regroupant la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, se considèrent quant à eux d'ailleurs

plutôt comme les « pays du Nord ». Ils se retrouvent souvent lors des événements et apprennent à créer des coopérations mutuelles sans structure formalisée. Notons que l'Estonie est culturellement et historiquement plus proche de la Suède et que la Lituanie a connu une certaine histoire en centre-Europe en créant le grand-duché polono-lituanien du XV^e au XVIII^e siècle intégrant une partie de l'Ukraine. Ces pays à dimension régionale peuvent servir d'exemple pour les administrations territoriales des grands pays.

Quant aux ex-pays yougoslaves des « Balkans », ils avaient pu montrer une certaine intelligence de fonctionnement du temps de Tito, autrefois unis également dans la diversité, dont religieuse. Ils ont vite retrouvé des caractères différents, voire encore incompatibles, provoquant les guerres que l'on connaît. Sarajevo nous a montré la guerre peu après ses jeux olympiques, peut-être par vengeance ou frustration. Ceux qui ne sont pas encore dans l'UE sont désireux de l'intégrer surtout dans une logique économique en échange d'une cohérence géographique et sécuritaire. Les Balkans paraissent vulnérables à l'influence russe qui ne facilite bien entendu pas la possible intégration européenne, entretenant notamment sans doute encore le système de corruption ou de bellicisme comme entre les Serbes et le Kosovo. La présence étasunienne y est forte, comme dans les nouveaux pays du centre, mais surtout pour lutter contre ce phénomène. Notons que la Slovaquie s'est vite détachée comme un nouveau dragon, reconnaissant bien volontiers les apports de Napoléon pour retrouver sa culture comme dans son œuvre sociale, au même titre que les Suisses et les Espagnols, mais prenant aussi désormais certains comportements étonnants. Espérons-les constructifs au profit de l'intérêt collectif et de la solidarité.